

Dans la Turquie d'Erdogan, que devient le HDP, Parti démocratique des peuples ?

dimanche 16 décembre 2018, par [AYDIN Uraz](#) (Date de rédaction antérieure : 7 décembre 2018).

Sommaire

- [Des négociations à la répressi](#)
- [D'élections en élections](#)
- [Trop kurde ou trop turc ?](#)
- [Les critiques de Demirtas](#)



Selahattin Demirtas dans sa prison d'Edirne (Turquie).

Image fournie par son parti, le HDP

La vidéo s'ouvre sur la photographie d'un couple posée sur un buffet. La porte sonne. La jeune femme, que l'on vient juste d'apercevoir sur la photo, va l'ouvrir, pour accueillir les invités. Enfants, jeunes et moins jeunes, femmes et hommes, voilées et non voilées s'embrassent, s'installent, discutent. Un air joyeux, marqué par des sons de trompettes accentue cette ambiance conviviale. Le portable de la jeune femme sonne. C'est son mari, la seule personne manquante à ce rassemblement familial.

Il appelle depuis la prison de haute sécurité d'Edirne, dans le nord-ouest du pays, où il est enfermé depuis plus d'un an et demi (en juin). Candidat du HDP aux élections présidentielles de juin 2018, Selahattin Demirtas s'apprête ainsi à faire son « meeting » par téléphone à sa famille, ce qui va être relayé massivement sur les réseaux sociaux [1].

Des négociations à la répression

Ces images joviales en apparence mais tragiques dans le fond reflètent tout d'abord l'atmosphère d'une période de campagne électorale fort inégale mais aussi et surtout la situation dans laquelle se trouve le mouvement politique kurde alors que les négociations entre l'Etat et Abdullah Ocalan, leader emprisonné du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), rendues officielles en 2013, avaient éveillé l'espoir d'une résolution pacifique et politique de la question kurde.

Toutefois cet espoir a rapidement été brisé. Dans le courant de l'année 2015 le président Erdogan, en prenant conscience du fait que les négociations ne lui rapporteraient pas les voix - kurdes - nécessaires à la construction du régime autocratique qu'il désirait, a préféré opérer un virage

politique d'envergure. « La question kurde n'existe pas », déclara-t-il dans la meilleure tradition négationniste du nationalisme turc, en vue cette fois d'amadouer l'électorat d'extrême-droite.

A la suite des élections législatives de juin 2015 où le HDP, en obtenant le résultat inouï de 13,1%, empêchait l'AKP (Parti de la Justice et du développement) de former son gouvernement tout seul, le chef de l'Etat contrecarrait toute possibilité de coalition pour finalement renouveler les élections quelques mois plus tard. Entre-temps, attentats-suicides (signés DAECH), massacres, pogroms, couvre-feu et représailles armées... Les conflits avec le PKK reprenaient et se transportaient jusqu'au milieu des villes kurdes avec les déclarations « d'autogestion » locales des milices urbaines composées principalement d'une jeunesse plébéienne indignée par l'instrumentalisation du processus de négociation et par l'isolement de leur leader national, Ocalan, dans sa prison de l'île d'Imrali. L'Etat y répondait avec une répression sans limites causant la destruction de quartiers entiers, la mort de milliers de jeunes et le déplacement de centaines de milliers de personnes.

C'est ainsi qu'une période de criminalisation extrême du HDP s'ouvrait et allait s'intensifier dans le cadre de l'état d'urgence décrété à la suite de la tentative de coup d'Etat de 2016. Au final plus d'une dizaine d'arrestations parmi les députés (dont les coprésidents Selahattin Demirtas et Figen Yuksekdag) et des milliers de militants derrière les barreaux. De plus la quasi-totalité des 102 municipalités du HDP/DBP [2] a été mise sous tutelle et leurs maires, pour la plupart emprisonnés, furent remplacés par des administrateurs nommés par l'Etat. La répression prit une tournure internationale avec l'opération sur la région kurde d'Afrine en Syrie du Nord, dirigée par le parti frère du PKK, le PYD (Parti de l'union démocratique).

Concernant Selahattin Demirtas, en détention provisoire depuis maintenant plus de deux ans, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a récemment ordonné à Ankara de le libérer dans les plus brefs délais. Ce à quoi le président Recep Tayyip Erdogan répliqua en affirmant que les décisions de la CEDH ne les contraignaient aucunement : « Nous allons contre-attaquer et mettre un point final à cette affaire », lança-t-il.

Pour le coprésident actuel du HDP, Sezai Temelli, la réaction d'Erdogan représente l'apogée de son intervention sur le terrain de la « Justice ». Cet ex-universitaire limogé après avoir signé une pétition pour la paix avec les Kurdes, aujourd'hui aux commandes du parti, nous confie : « Il traite la CEDH tout comme il le fait avec la Cour constitutionnelle. Il ne reconnaît leur décision que si elles sont en sa faveur. Mais l'on sait que si finalement Erdogan est contraint d'appliquer la résolution de la CEDH, qui n'est valable que pour un des nombreux procès de Demirtas, il trouvera le moyen de le garder en détention pour un autre procès en cours. »

Et effectivement quelques jours après ces propos que Temelli me confiait, la justice turque a rejeté l'appel de Demirtas concernant une condamnation pour propagande terroriste de quatre ans et huit mois de prison. Ainsi il devient tout à fait possible de le « libérer » en appliquant la décision de la CEDH tout en continuant à le garder pour cette condamnation désormais confirmée.

D'élections en élections

Le HDP a réussi, en dépit d'une répression systématique, à obtenir 11,7% aux élections législatives du 24 juin 2018 et à entrer au parlement pour la troisième fois depuis celles de juin 2015. Il a dépassé le seuil des 10% nécessaires pour être représenté à l'Assemblée. De plus, il est en troisième position après l'AKP et le CHP (Parti républicain du peuple), mais devant les deux fractions de l'extrême droite. Si ses résultats sont en dessous des 13,1% de juin 2015, le parti a accru ses voix par rapport aux dernières législatives de novembre 2015 (où il obtint 10,7%). Notamment dans l'ouest du pays : 30% de ses voix proviennent des trois grandes villes, Istanbul, Ankara et Izmir. Il

serait question d'un vote « stratégique » de la gauche du CHP et des secteurs séculiers afin que le HDP puisse entrer au parlement et empêcher ainsi que le bloc AKP-MHP (extrême droite) y détienne la majorité.



Sezai Temelli

Toutefois ses voix ont globalement diminué dans la région kurde, fait dû principalement à la répression, au déplacement de population et à « l'unification » de bureaux de vote avec ceux de villages rivaux. Quelque 5% de l'électorat du HDP n'est pas allé ou n'a pas pu se déplacer pour voter. « Il est vrai que nous avons perdu un député à Sirnak et un à Hakkari, mais la moitié de l'armée se trouve dans ces villes-là », souligne Sezai Temelli.

Mais pour d'autres, il semblerait aussi qu'il y ait un transfert de voix chez des éléments de couches conservatrices kurdes vers l'AKP. Selon Umit Firat, intellectuel kurde indépendant, s'il est vrai que les mesures répressives ont effectivement un rôle dans la baisse des voix du HDP, il est indéniable qu'il y a une perte de prestige de ce parti et du PKK après la « guerre populaire révolutionnaire » et la déclaration de quartiers autogérés : « A Sirnak le HDP a perdu 20'000 voix et l'AKP en a gagné 20'000, les chiffres sont petits mais reflètent bien l'état d'esprit de certains secteurs des Kurdes. Ce qu'on peut voir aussi dans la baisse de la participation aux rassemblements du HDP dans le Kurdistan qui sont incomparables avec celles de 2015. En fait, une partie importante des Kurdes conservateurs venus au HDP en juin 2015 était déjà repartie vers l'AKP après la reprise des conflits. Le problème c'est que le HDP n'a pas pu éveiller un nouvel espoir depuis », explique-t-il.

Quant à Demirtas, candidat aux élections présidentielles - se déroulant dans la même journée - il a obtenu 2% de moins que son parti, principalement en raison aussi d'un vote « stratégique » visant à élire, en vue d'un probable deuxième tour (face à Erdogan), Muharrem Ince - candidat du CHP - plutôt que Meral Aksener, la candidate de la scission de l'extrême droite İyi Parti (Le Bon Parti).

Cependant une nouvelle échéance approche, les élections municipales en mars 2019. Comme je l'ai précisé plus haut, presque tous les maires élus ont été démis de leurs fonctions et les municipalités concernées sont dirigées par des fonctionnaires du régime d'Erdogan. Donc du point de vue du HDP le défi est de regagner ces municipalités, si ce n'est plus. Car pour Temelli l'enjeu consiste à gagner dans 130 municipalités alors qu'en 2014 le parti n'en avait gagné que 102. « Notre objectif est d'en obtenir aussi une dizaine dans les métropoles de l'ouest », ajoute-t-il.

Trop kurde ou trop turc ?

Malgré cette persistance à rester sur la scène politique, à ne pas chuter sous le seuil des 10% dans des conditions extrêmement défavorables, l'orientation du HDP à faire de la politique à l'échelle de la Turquie plutôt que de rester un « parti kurde » fait face à des critiques. Rappelons que le HDP en tant que parti-coalition du mouvement légal kurde avec les secteurs démocratiques turcs et notamment avec des éléments de la gauche radicale, s'adressant à toute la population du pays avait été un projet de Abdullah Ocalan, formulé depuis sa prison, au milieu de la mer Marmara, en 2013.

Aujourd'hui ce projet de « Turquisation » du mouvement kurde est critiqué pour être devenu « trop turc », pour avoir abandonné la direction du parti à « des groupes marginaux d'extrême gauche ». Bref, pour ne plus privilégier les intérêts du peuple kurde. Ce mécontentement s'est tout d'abord fait entendre comme rumeur d'un sentiment partagé par une partie des Kurdes. « Vu de l'ouest le HDP semble trop kurde et vu de l'est, trop turc » est une formule très courante ces temps-ci. Le fait que le parti n'ait pas présenté des personnalités kurdes conservatrices comme candidats lors de ces dernières élections – comme ce fut le cas auparavant – mais ait préféré ouvrir ses listes à des courants de la gauche radicale non affiliés au HDP a probablement dû renforcer cette opinion. Umit F ?rat est catégorique à ce sujet, « s'il est sûr qu'il ne sera pas entendu par d'autres, tout Kurde vous exprimera son mécontentement à ce sujet ».

Le problème réside autre part, selon Hakan Tahmaz, président de la Fondation de la Paix et observateur de longue date du mouvement kurde : « Le projet de Turquisation n'a pas été suffisamment débattu au début, il était question d'un nouveau modèle de parti mais le projet a été lancé avant de mûrir. » Il pense d'autre part que cette tactique n'était pas appropriée pour une période de négociation. « Alors que la gauche tentait de se tenir debout et de s'organiser face à l'AKP, les Kurdes comme force politique et mouvement social s'asseyaient à la table de négociation avec l'État. Les conditions et intérêts divergeaient. Et cela a provoqué des confusions concernant les positions à prendre lors de certaines étapes des pourparlers », précise-t-il.

Mais c'est avec la publication de divers articles que la question a pris l'ampleur d'un débat public. Le HDP a ainsi été accusé d'être sous le « contrôle des blancs », de « légitimer le colonialisme », d'être le résultat d'un « coup d'État » fait au mouvement kurde [3]. Ou encore, le poids de « l'idéologie socialiste » a été dénoncé pour avoir « sacrifié les besoins vitaux des Kurdes au nom du rêve d'un monde meilleur » [4].

Pour le coprésident du HDP, Sezai Temelli, ce débat semble absurde : « Il n'est pas question de Turquisation ou non. Nous sommes un parti de la Turquie et d'ailleurs le plus répandu sur le territoire du pays. L'ethnicité n'a aucune place dans notre approche des questions politiques. Notre approche c'est celle de la démocratie tout en sachant que la question kurde y est centrale. Il faut y ajouter la défense des droits de tous les peuples et croyances du pays, des droits des femmes qui sont essentiels pour nous, la défense des travailleurs et de l'écologie. Notre discours est celui de la démocratie radicale. Et il est issu de la rencontre entre les idées de M. Ocalan, les mouvements socialistes et anarchistes de Turquie et le mouvement kurde. Nous avons certes dû faire des pas courageux lors du processus de négociations mais cela ne veut pas dire que nous avons abandonné ce programme initial, qui est la base même du HDP. »

Ces débats relèvent selon S. Temelli, en partie d'une lecture orientaliste du cours pris par le HDP : « Ceux qui pensent que le HDP n'est pas assez Turquisé formulent leurs opinions en partant de leurs perceptions occidentales et les appliquent sur le Kurdistan. » En outre, il serait question d'une réaction de classe moyenne provenant et du « nationalisme kurde » et de la partie turque face à la défense des opprimés et des travailleurs de la part du HDP. « Mais parmi ces diverses salves envers notre parti, le rôle principal est détenu par l'approche démocratique-libérale qui voit le climat politique des élections du 7 juin 2015 comme une référence, comme une case à laquelle il faudrait revenir et ne comprend pas le combat qui est mené aujourd'hui. Dans ces conditions de fascisme, ce n'est pas la démocratie libérale mais la lutte pour la démocratie radicale qui doit être privilégiée », explique-t-il.

Les critiques de Demirtas

Les critiques adressées par Selahattin Demirtas à la direction du HDP provoquèrent parallèlement un autre débat. « Sortez du mode “vacance” et descendez sur le terrain », avait-il lancé dans un article publié au mois d’août sur le site ANF. « Limiter le combat à jouer au jeu de la démocratie dans un parlement privé de toute fonction, c’est exactement ce que désire le bloc fasciste AKP-MHP. On voit que certains porte-parole du parti choisissent leurs mots pour ne pas fâcher le pouvoir, tout en essayant de forger une apparence de contestation et je suis sûr que ça dérange aussi le peuple. On ne peut pas guider le peuple en étant en quête d’un compromis implicite avec le fascisme », dénonçait-il dans son papier dont les parties critiques furent censurées dans la presse kurde. Sezai Temelli y répondit en affirmant que « si Demirtas fait une critique, c’est précieux. Mais la méthode est erronée. Les lettres de ce genre doivent être évaluées au sein de nos instances et doivent être révélées à l’opinion publique si c’est jugé nécessaire. Mais nous ne pensons pas faire d’autocritique ». La controverse s’embrasa, notamment à la suite du fait que dans la vidéo réalisée pour les six ans du HDP, S. Demirtas soit quasiment absent [5].

Ce dernier précisa plus tard dans un entretien qu’il n’y avait aucun problème idéologique entre lui et le HDP mais que cela l’attristait de « voir qu’il a des insuffisances dans la conception de direction du parti, dans les démarches tactiques et politiques du parti » [6].



Ertugrul Kurkcu

La riposte viendra cette fois-ci d’Ertugrul Kurkcu, figure historique de la gauche radicale turque et président d’honneur du HDP : « C’est à Demirtas qu’il faut demander ce qu’il comprend par insuffisance... C’est une personne qui possède des compétences spécifiques, une perspicacité et un attractivité certaines. Il n’aura jamais un rôle quelconque dans le HDP. Mais il n’est pas le seul qui ait ces qualités. Nous avons beaucoup de camarades comme Demirtas dans le HDP... Certains tendent à voir en Demirtas l’objet de leurs désirs qui dépassent le consensus central du HDP. » [7]

Toutefois selon Umit Firat les divergences concernant Demirtas au sein du mouvement kurde sont plus anciennes : « Demirtas n’avait pas rejoint le HDP au début, il était resté président du BDP [8]. Mais comme le HDP n’avait pas créé d’enthousiasme aux yeux des Kurdes, ils ont été obligés de le mettre à la tête du parti, après de longs débats. De même pour sa candidature aux élections présidentielles de 2014 et 2018. Ce fut très controversé. En 2014 Ocalan s’y était opposé aussi au début. Il trouvait Demirtas trop kurde pour ce projet. Mais principalement ce fut Qandil [région montagneuse où se trouve le quartier général de la direction du PKK] que ça dérangea. Ce mouvement ne peut accepter qu’une deuxième figure émerge aux côtés d’Ocalan et surtout en dehors de l’initiative de Qandil et sur le plan légal. »

Effectivement des frictions s’étaient manifestées à plusieurs reprises. Par exemple, lorsque face aux appels incessants de Demirtas et du HDP pour un cessez-le-feu en 2015, Duran Kalkan, membre du comité exécutif du PKK, répliquait sèchement : « Qu’ont-ils réussi, eux, pour nous lancer un appel. S’ils s’étaient occupés de leurs affaires, des affaires parlementaires et apporté une solution il y aurait eu une base pour la politique démocratique et non la guerre. » Ou bien plus récemment quand Demirtas exprimait dans un entretien que sa mission n’était pas « d’accroître la guerre mais de

construire la paix », il se faisait fustiger pour s'être accaparé le rôle d'Ocalan.

Interrogé à propos de la controverse avec Demirtas, Sezai Temelli me confie : « Nous ne sommes pas un parti de leader mais reposons sur une réflexion collective. Il ne faut pas confondre la stratégie politique qui se fonde sur cette collectivité et la stratégie électorale. Il ne faut pas absolutiser ces périodes d'élection et tenter de modeler le parti selon celles-ci. Demirtas nous critique parfois et il a raison car il est en prison. Il faut prendre en compte les conditions de détention. On n'apparaît ni dans la presse ni à la télé. De plus, juste après les élections nous avons eu un énorme travail intérieur avec nos nouveaux députés et n'avons pu sortir suffisamment dans les rues. Et c'est ça qu'a voulu dire Demirtas, "ayez plus de visibilité". Mais comme ça n'a pas été exprimé clairement, les gens ont pensé que nous étions en vacances. Et c'est ça que j'ai critiqué en disant "ça aurait été mieux que tu ne nous le dises pas à travers les médias, on t'aurait expliqué nos conditions de travail". Mais d'autres secteurs ont profité de ce faux débat pour mener leur propre offensive envers le HDP. Mais c'est à Demirtas que nuisent toutes ces controverses. Notre priorité est tout d'abord la libération de Demirtas et de nos autres camarades. C'est après qu'on discutera s'il y a telle ou telle divergence. »

Toutefois avec la confirmation accélérée de sa condamnation, la libération de l'ancien coprésident du HDP n'est pas à l'ordre du jour. Demirtas va devoir passer encore un certain temps derrière les barreaux. La répression du mouvement kurde par contre garde son actualité au niveau national et international. Une nouvelle offensive dans les territoires kurdes en Syrie du nord, après celle d'Afrine, est à l'ordre du jour. Et tandis que le HDP fait appel aux forces démocratiques pour organiser de « rencontres pour la démocratie locale » afin de mobiliser en vue des prochaines municipales en mars 2019, le président Erdogan affirme clairement qu'en cas de victoire du HDP dans les municipalités celles-ci seront encore une fois mises sous tutelle de l'Etat.

Uraz Aydin, 7 décembre 2018, Istanbul

Notes

[1] <https://www.youtube.com/watch?v=DxS1I0FuTI>

[2] Le DBP, Parti des régions démocratiques est le parti frère du HDP dans les villes du sud-est à majorité kurde.

[3] <https://www.gazeteduvar.com.tr/forum/2018/11/02/kurt-siyasetinde-sol-kayyimlar/>

[4] <https://www.gazeteduvar.com.tr/forum/2018/10/24/556375/>

[5] <https://www.youtube.com/watch?v=KgLO-Ippts>

[6] <https://www.gazeteduvar.com.tr/yazarlar/2018/11/03/selahattin-demirtas-hdp-ile-aramda-en-kucuk-id-eolojik-sorun-yoktur/>

[7] <http://www.diken.com.tr/hdpli-kurkcu-demirtas-partiyi-asan-bir-arzunun-nesnesi-olarak-goruluyor/>

[8] Parti de la paix et de la démocratie, BDP était le nom du parti pro-kurde qui après son interdiction prendra le nom de DBP.

P.-S.

- Publié par Alencontre le 9 décembre 2018 :

<http://alencontre.org/asie/turquie/turquie-que-devient-le-parti-democratique-des-peuples-le-hdp.html>